

M. L. P. S.

Mouvement pour la Liberté de la Protection Sociale
165, rue de Rennes 75006 PARIS

Le 2 août 2017

Lettre ouverte à Messieurs Muselier, Estrosi et Falco

Messieurs les élus de la région Provence-Côte d'Azur,

Vous venez de lancer un appel au président de la République. « *La gravité de la situation de la filière yachting de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, écrivez-vous, nous impose de vous saisir et d'en appeler à votre intervention directe.* »

L'AFP et Le Figaro, qui relaient votre appel, expliquent que les ports de Saint-Tropez, Toulon et Antibes ont perdu entre 30 % et 40 % de leur chiffre d'affaires en escale. Raisons de cette grave crise, exposent nos élus : « Faire un plein de gasoil maritime en Italie pour un yacht de 42 mètres permet d'économiser près de 21 000 euros par semaine en raison du différentiel de taxe, et le surcoût annuel en France lié aux charges sociales d'élève à 300 000 euros pour un équipage de 7 personnes. »

Et nos trois élus de marteler : « *L'harmonisation urgente des réglementations fiscales et sociales au niveau européen est donc indispensable.* »

Vous avez mis du temps à vous réveiller, Messieurs les élus. Cela fait 25 ans que cette harmonisation existe en matière sociale et qu'elle n'est pas appliquée par la France. Votre camp, celui de la droite parlementaire, en porte la responsabilité, tout comme celui de la gauche, puisque vous vous êtes succédé à la tête du pays pendant ce quart de siècle.

Vous ne vous étiez pas émus non plus quand Ryanair avait dû abandonner son escale de Marseille parce que ses équipages étaient assurés sociaux européens, ce que le gouvernement français, suivant l'URSSAF comme un petit chien suit son maître, ne tolérait pas. Et pourtant, Ryanair était dans son droit, comme vient de le juger la Cour européenne de justice.

Alors Messieurs les élus, il vous reste à faire amende honorable et à réclamer au président de la République l'application immédiate des directives européennes de 1992 qui suppriment le monopole de la sécurité sociale, et qui ont été intégralement transposées dans les lois françaises.

Ce faisant, vous sauverez non seulement la filière yachting de votre région, mais aussi l'ensemble de l'économie française, qui a un impérieux besoin de voir ses charges diminuer par la mise en concurrence de la Sécurité sociale.

Claude Reichman

Président du Mouvement pour la liberté de la protection sociale (MLPS)